

Pour bloquer Kasbarian, Genetet et pour gagner : la grève jusqu'à satisfaction, tous ensemble !

Le 8 novembre 2024

Les annonces relatives au projet de budget 2025 répandent la colère dans les écoles, les établissements et les services. Dans les réunions syndicales qui se tiennent quotidiennement, les personnels expriment leur rejet des mesures envisagées par ce gouvernement illégitime.

Ils n'acceptent ni les 4 000 suppressions de postes d'enseignants, qui aggraveront encore leurs conditions de travail, ni les scandaleuses mesures visant à instaurer trois jours de carence et à réduire l'indemnisation des jours d'arrêt maladie à 90% ! Ils calculent tous les pertes financières considérables que provoqueraient pour eux ces projets.

En Charente-Maritime, en Gironde, en Indre-et-Loire, en Moselle, dans les Yvelines... Ils adoptent des motions rappelant leurs revendications :

- L'abandon des 4000 suppressions de postes et la création des postes nécessaires !
- L'abandon des jours de carence et de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie à 90% !
- L'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice !
- L'abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne !
- Le retrait de toutes les contre-réformes qui détruisent l'Ecole publique !

Partout ils discutent de la manière la plus efficace de faire reculer le gouvernement. Ils ont tous conscience que les journées d'action isolées, aussi puissantes soient-elles, et même « dans la durée » comme en 2023, ne suffiront pas pour faire reculer le gouvernement.

Partout ils discutent de l'organisation de la grève pour gagner, de la grève jusqu'à satisfaction.

Ainsi, les personnels de l'école St-Didier en Velay (Haute-Loire) indiquent dans leur motion : « *Nous appelons les collègues à discuter et à engager une mobilisation contre ces attaques sans précédent dans la Fonction Publique, par tous les moyens nécessaires, y compris la grève. L'appel unitaire à la grève (le 21 novembre) des cheminots ne pourrait-il pas constituer un point d'appui pour une mobilisation de grande ampleur ?* »

Hier, les fédérations de fonctionnaires FO et CGT ont claqué la porte de la réunion avec le ministre Kasbarian en indiquant qu'elles appelleront à la grève.

Les cheminots lancent une grève d'avertissement le 21 novembre et menacent de bloquer si le gouvernement refuse de répondre à leurs revendications.

La FNEC FP-FO propose l'action commune aux autres fédérations de l'Education nationale : l'action pour gagner, pas les journées d'action, la vraie grève, et le « tous ensemble » !

La FNEC FP-FO invite les personnels à se réunir partout sur leurs lieux de travail, dans les réunions syndicales pour débattre de ces questions, de la manière la plus efficace de faire reculer le gouvernement.

La FNEC FP-FO a déposé un préavis de grève qui couvre toutes les initiatives.